

1. *Prend acte* du rapport du Groupe de travail et du fait que celui-ci, bien qu'il ait fait œuvre utile, n'a pas eu le temps de mener à bien sa tâche;

2. *Décide* de créer à sa trente-neuvième session un Groupe de travail, à composition non limitée, chargé de mener à bien l'élaboration du projet de déclaration sur les droits de l'homme des personnes qui ne sont pas des ressortissants du pays dans lequel elles vivent;

3. *Exprime l'espoir* qu'un projet de déclaration sur les droits de l'homme des personnes qui ne sont pas des ressortissants du pays dans lequel elles vivent sera adopté par l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session.

100^e séance plénière
16 décembre 1983

38/88. Assistance aux réfugiés en Somalie⁸¹

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 35/180 du 15 décembre 1980, 36/153 du 16 décembre 1981 et 37/174 du 17 décembre 1982, relatives à la question de l'assistance aux réfugiés en Somalie,

Rappelant également les résolutions 1981/31 et 1982/4 du Conseil économique et social, en date des 6 mai 1981 et 27 avril 1982,

Ayant examiné le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés relatif à la situation des réfugiés en Somalie⁸², en particulier le paragraphe 6 de ce rapport,

Profondément préoccupée de ce que le problème des réfugiés en Somalie n'a pas encore été résolu,

Reconnaissant, d'après les recommandations figurant dans le rapport du Haut Commissaire, qu'il demeure urgent d'accroître l'assistance dans le domaine de l'alimentation, de l'eau et des médicaments, de renforcer les services de santé et d'enseignement dans les camps de réfugiés et de prévoir davantage de projets d'auto-assistance, de petites exploitations agricoles et de cultures fruitières, nécessaires pour encourager les réfugiés à devenir autonomes,

Notant la décision du Gouvernement somali de faciliter un programme d'installation sur place des réfugiés,

Consciente du fardeau économique et social qu'impose au Gouvernement et au peuple somalis la présence continue de réfugiés et de ses conséquences pour le développement national et l'infrastructure du pays,

1. *Prend acte* du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

2. *Sait gré* au Haut Commissaire des efforts soutenus qu'il déploie en vue de mobiliser une assistance internationale en faveur des réfugiés en Somalie;

3. *Prend acte avec satisfaction* de l'assistance fournie aux réfugiés en Somalie par divers Etats Membres, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées;

4. *Lance un appel* aux Etats Membres, aux organisations internationales et aux institutions bénévoles pour qu'ils accordent le maximum d'assistance matérielle, financière et technique au Gouvernement somali pour l'aider à fournir toute l'assistance nécessaire aux réfugiés;

5. *Note avec satisfaction* que la mission technique interorganisations des Nations Unies a séjourné en Somalie du 19 octobre au 9 novembre 1983 pour étudier avec le Gouvernement un programme général d'installation des réfugiés souhaitant s'établir dans le pays;

6. *Note* que, lors de la deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique, qui doit se tenir à Genève en juillet 1984, le Gouvernement somali indiquera l'aide matérielle et financière supplémentaire dont il aura besoin pour aider les réfugiés en Somalie;

7. *Prie* le Haut Commissaire de procéder à une nouvelle étude détaillée des besoins d'ensemble des réfugiés, en tenant compte des questions liées à leur réadaptation et à leur réinstallation;

8. *Prie également* le Haut Commissaire, agissant en consultation avec le Secrétaire général, de tenir le Conseil économique et social, lors de sa seconde session ordinaire de 1984, au courant de l'étude envisagée sur la situation des réfugiés en Somalie;

9. *Prie en outre* le Haut Commissaire, agissant en consultation avec le Secrétaire général, de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, un rapport sur la suite donnée à la présente résolution.

100^e séance plénière
16 décembre 1983

38/89. Aide humanitaire aux réfugiés à Djibouti⁸³

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 35/182 du 15 décembre 1980, 36/156 du 16 décembre 1981 et 37/176 du 17 décembre 1982, relatives à l'aide humanitaire aux réfugiés à Djibouti,

Ayant entendu la déclaration faite par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés le 14 novembre 1983⁸⁴,

Ayant examiné avec satisfaction les rapports du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur l'aide humanitaire aux réfugiés à Djibouti⁸⁵,

Appréciant les efforts résolus que déploie le Gouvernement djiboutien pour faire face aux besoins pressants des réfugiés malgré la modicité de ses ressources économiques,

Consciente de la charge sociale et économique qui pèse sur le Gouvernement et le peuple djiboutiens du fait de la présence de réfugiés et de ses conséquences sur le développement et l'infrastructure du pays,

Profondément préoccupée par la situation pénible dans laquelle continuent de se trouver les réfugiés et les personnes déplacées dans le pays, qui a été aggravée par les effets dévastateurs de la sécheresse prolongée,

⁸³ Voir également sect. V, résolutions 38/213 et 38/216.

⁸⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Troisième Commission, 42^e séance, par. 28 à 37.*

⁸⁵ *Ibid.*, trente-huitième session, Supplément n° 12 (A/38/12 et Corr.1) et Supplément n° 12.4 (A/38/12/Add.1), et A/38/399 et Corr.1.

⁸¹ Voir également sect. V, résolution 38/216.

⁸² A/38/400 et Corr.1.

Notant avec satisfaction les démarches entreprises par le Gouvernement djiboutien en étroite collaboration avec le Haut Commissaire pour l'application de solutions adéquates, appropriées et durables en faveur des réfugiés,

Notant également avec satisfaction la préoccupation et les efforts constants du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Organisation mondiale de la santé, du Programme alimentaire mondial, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que des institutions bénévoles qui ont travaillé en étroite collaboration avec le Gouvernement djiboutien à l'exécution du programme de secours et de relèvement en faveur des réfugiés à Djibouti,

1. *Prend acte avec satisfaction* des rapports du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur l'aide humanitaire aux réfugiés à Djibouti;

2. *Apprécie* les efforts que déploie le Haut Commissaire afin de suivre en permanence la situation des réfugiés à Djibouti;

3. *Se félicite* des démarches entreprises par le Gouvernement djiboutien en étroite collaboration avec le Haut Commissaire pour l'application de solutions adéquates, appropriées et durables en faveur des réfugiés à Djibouti;

4. *Demande* au Haut Commissaire de mobiliser les ressources nécessaires pour mettre en œuvre des solutions durables en faveur des réfugiés à Djibouti;

5. *Prie instamment* le Haut Commissaire de continuer à prendre les mesures nécessaires pour que des solutions adéquates, appropriées et durables soient appliquées en faveur des réfugiés à Djibouti et de rester en contact étroit avec les Etats Membres, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les institutions bénévoles intéressées en vue de mobiliser l'assistance nécessaire au Gouvernement djiboutien pour lui permettre de faire face efficacement au problème des réfugiés, encore aggravé par les effets débilissants de la sécheresse prolongée;

6. *Apprécie* l'assistance fournie jusqu'à présent par les Etats Membres, les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que les institutions bénévoles, aux programmes de secours et de relèvement en faveur des réfugiés et des personnes déplacées à Djibouti;

7. *Demande* à tous les Etats Membres, aux organismes des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi qu'aux institutions bénévoles de continuer à soutenir les efforts déployés par le Gouvernement djiboutien pour répondre aux besoins actuels des réfugiés et des autres victimes de la sécheresse dans ce pays;

8. *Prie* le Haut Commissaire, agissant en étroite coopération avec le Secrétaire général, de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, sur l'application de la présente résolution.

38/90. Situation des réfugiés au Soudan⁸⁶

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 35/181 du 15 décembre 1980, 36/158 du 16 décembre 1981 et 37/173 du 17 décembre 1982, relatives à la situation des réfugiés au Soudan,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la situation des réfugiés au Soudan⁸⁷,

Prenant note de l'afflux toujours croissant de réfugiés au Soudan,

Reconnaissant la lourde charge que le Gouvernement soudanais doit supporter et les sacrifices qu'il doit consentir pour venir en aide aux réfugiés ainsi que la nécessité d'une aide internationale adéquate pour lui permettre de poursuivre ses efforts en ce sens,

Remerciant les Etats Membres et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales de l'aide qu'ils ont apportée au Soudan pour les programmes en faveur des réfugiés,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général et des recommandations des missions techniques complémentaires interinstitutions qui y figurent;

2. *Sait gré* au Secrétaire général, au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, aux pays donateurs et aux institutions bénévoles des efforts qu'ils déploient pour aider les réfugiés au Soudan;

3. *Félicite* le Haut Commissaire et le Bureau international du Travail des efforts qu'ils ont entrepris afin de créer des activités génératrices de revenus pour les réfugiés au Soudan⁸⁸;

4. *Apprécie* les mesures prises par le Gouvernement soudanais pour fournir un gîte, des vivres, des services d'enseignement et de santé et d'autres services aux réfugiés;

5. *Prie* le Secrétaire général de mobiliser l'assistance financière et matérielle nécessaire à la pleine application des recommandations des diverses missions interinstitutions;

6. *Lance un appel* aux Etats Membres, aux organes, organismes et programmes compétents des Nations Unies, aux autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux institutions financières internationales pour qu'ils fournissent au Gouvernement soudanais les ressources nécessaires à la mise en œuvre de projets d'aide au développement dans les régions affectées par la présence de réfugiés, ainsi qu'il est proposé dans les rapports des diverses missions interinstitutions, et à la consolidation de l'infrastructure sociale et économique en vue du renforcement et de l'expansion des services et installations essentiels destinés aux réfugiés;

7. *Prie* le Haut Commissaire de continuer à coordonner son action avec les institutions spécialisées compétentes, en vue de regrouper les services essentiels fournis aux réfugiés là où ils sont installés et d'en assurer la continuité;

8. *Prie également* le Haut Commissaire, agissant en coopération avec le Secrétaire général, de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, un rapport détaillé sur les progrès réalisés dans l'applica-

⁸⁶ Voir également sect. V., résolution 38/216.

⁸⁷ A/38/427.

⁸⁸ *Ibid.*, sect. III.